

Message de Christiane et Pierre-Marie Lebrun (avec l'autorisation des auteurs)

Pour illustrer la prise de conscience et les inquiétudes des citoyens européens résidant au Royaume-Uni, une association à but non lucratif d'envergure nationale, The 3 million (du nombre probable de citoyens Européens vivant au Royaume-Uni) s'est créée avec pour objectif la protection de leurs droits après le Brexit <https://www.the3million.org.uk/about-us>.

Pour notre part, nous avons assisté à Drumnadrochit [village au bord du Loch Ness] à l'une des 4 réunions d'information tenues dans la circonscription d'Inverness à l'initiative de notre député à la Chambre des Communes sur les implications du Brexit. La dernière réunion, au printemps 2017, avait réuni une quinzaine de citoyens de l'UE dans notre seul petit village de Drumnadrochit. Même les plus petits villages au fin fond des Highlands sont impactés.

Nous connaissons peu de Français sur Inverness ou le reste de l'Ecosse. Ceux que nous connaissons ont pour la plupart acquis la nationalité britannique bien avant même le référendum sur le Brexit et ne sont pas concernés par les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, quelle qu'elle soit, sur leur situation personnelle.

Il est fort probable que d'anciens adhérents de Bretagne-Ecosse aient été perdus de vue parce qu'ils ont tout simplement décidé de retourner en France sans attendre l'entrée en vigueur du Brexit. Depuis plus d'un an, sur l'ensemble du Royaume-Uni, le solde arrivées-départs des citoyens de l'UE au RU est négatif de l'ordre de 70 000 personnes.

Pour nous-mêmes, l'inquiétude est grandissante : plus d'un an et demi de négociations RU-EU n'ont encore rien apporté de tangible et rien ne sera conclu tant que tout n'aura pas été décidé et signé de part et d'autre. Les guerres intestines du parti conservateur au pouvoir auxquelles s'ajoute l'indécision du parti travailliste dominée par l'euroscpticisme du chef de l'opposition se traduisent par un cafouillage d'une amplitude sans précédent en matière de politique étrangère de la part du RU.

700 000 personnes manifestant à Londres le 24 octobre pour exiger la tenue d'un second vote sur le contenu de l'accord/non accord négocié par Londres ne semblent pas avoir fait bouger les choses, même si un groupe transversal de députés multipartis favorable à la tenue d'un second vote est en cours de formation. Le gouvernement consentira-t-il à entendre ce groupe transversal et à mettre en place un second référendum? Rien n'est moins sûr car les Brexiteers (illustrés sur ce lien <https://badboysofbrexit.com/>) ont beaucoup trop d'intérêts personnels en jeu pour accepter la tenue d'un second référendum.

Il y a urgence : dans moins de cinq mois, le RU sera sorti de l'UE si aucun accord n'est trouvé, et les citoyens de l'UE résidant au RU en seront les victimes, car les vindictes xénophobes d'une partie importante des tenants de Brexit reflétées hélas! dans la population (disons-le franchement, plutôt anglaise qu'écossaise), se reporteront sur tous ceux qui seront perçus comme étrangers en Grande-Bretagne. Les incidents racistes et xénophobes se sont multipliés en Angleterre depuis le référendum et tout laisse à penser qu'ils vont encore croître substantiellement. Car, à l'instar d'une écrasante majorité de la presse, viscéralement anti-européenne depuis 40 ans, les partisans du Brexit continueront à rejeter sur l'Europe la cause de tous les maux affectant le RU, même bien après la sortie. Et, comme toujours, il n'y pas de meilleurs boucs émissaires que les étrangers... L'ambiance, en Angleterre, n'est pas bonne. Nous ne l'avons pas ressentie comme telle ici. Mais les Highlands sont-elles similaires aux régions industriellement sinistrées des métropoles écossaises? La réponse se trouve toutefois dans la majorité des votes exprimés (62% contre 38%) à travers toute l'Ecosse lors du référendum pour un maintien au sein de l'UE.

Impactés, nous le sommes personnellement : au bout de 35 années de résidence en Ecosse, à l'orée de la retraite qu'on aurait pu imaginer paisible, nous voici soudain confrontés à une quasi-absence de choix ; il va probablement nous falloir rentrer, contre notre gré, en France, post-Brexit. Car toutes les prétendues assurances données par le gouvernement de Londres sur le statut de résident permanent 'facilement' accordé aux citoyens européens achoppent sur une question cruciale : ce statut fera probablement l'objet de "législation secondaire" (secondary legislation) autrement dit sujet au bon vouloir des gouvernements futurs par le biais de décrets remettant à tout moment en cause un statut aux pieds d'argile. Notre manque de confiance vis-à-vis de ce gouvernement est absolu. Comment envisager de rester dans un pays où notre avenir, à plus ou moins long terme, peut être bouleversé par la simple signature d'un ministre mal intentionné, en dehors de tout contrôle du Parlement? Le recours à la Cour Européenne de Justice ne sera plus possible car cette législation européenne sera devenue caduque aux yeux de futurs gouvernements de Londres.

Le gouvernement écossais a bien émis sa volonté de voir les citoyens de l'EU continuer à résider et à venir en Ecosse sans entraves, mais il n'a aucun pouvoir en matière d'immigration, celle-ci étant du seul ressort de Londres. Bien intentionnée, mais impuissante, telle est la situation de l'Ecosse qui n'a pas voix au chapitre, à moins que... l'indépendance fleurisse enfin au nord de la rivière Tweed... Mais Londres, échaudée par les résultats du premier référendum sur l'indépendance, refusera cette fois de donner son accord à la tenue d'un second référendum d'indépendance. Crise constitutionnelle garantie...

Certes l'association Bretagne-Ecosse peut continuer à écrire au gouvernement écossais ou à toute autre entité susceptible de prêter une oreille attentive aux doléances des citoyens européens inquiets pour leur avenir. Mais il y a forte chance que cela reste lettre morte auprès de Londres. Merci néanmoins d'être prêts à apporter une contribution, si minime soit-elle. Nous en sommes très reconnaissants.

Pierre-Marie et Christiane Lebrun